

Burundi : les « crimes cachés » du régime de Bujumbura, les ONG dénoncent

RFI, 16-05-2020 Au Burundi, quatre jours après une présidentielle à laquelle le président en exercice Pierre Nkurunziza n'est pas candidat, des organisations de la société civile burundaise accusent le pouvoir actuel d'avoir poursuivi sa répression sanglante, entamée lors des manifestations contre son 3^e mandat, fin avril 2015.

Le compteur de l'ONU est bloqué à 1200 victimes depuis la fermeture du bureau du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme dans le pays en 2017. Et même si les leaders de ces organisations ont été poussés à l'exil, gardés des réseaux de militants sur tout le territoire, ce qui leur permet de documenter ces « crimes cachés ». Ainsi, Bâlyse Ntakarutimana, jeune femme de 32 ans et mère d'une fille de 7 ans, elle habitait le quartier populaire de Mutakura, dans le nord-est de Bujumbura. Militante du parti d'opposition MSD, elle participe activement aux manifestations contre le 3^e mandat du président Pierre Nkurunziza, en mai 2015. Des mois plus tard, des soldats se présentent à son domicile. La suite est racontée par Pacifique Nininahazwe, la tête de la campagne Ndondeza, qui a enquêté minutieusement sur 180 cas de disparitions forcées au Burundi. « Le 16 janvier 2016 à 3 heures du matin, a été arrêté par des militaires conduits par le capitaine Ntezimana. Des membres de la parcelle ont posé la question au capitaine : « est-ce que vous amenez la jeune femme ? Il a répondu : Nous l'am amenons pour une enquête, elle va revenir ». Bâlyse Ntakarutimana n'est jamais revenue chez elle. Le capitaine Ntezimana a été promu au grade de major et travaille à l'état-major de l'armée. Interdite dans le pays, la ligue des droits de l'homme Iteka continue clandestinement. Elle a recensé jusqu'ici 555 victimes de disparitions forcées depuis 2015. Iteka a documenté durant même période le cas de centaines de corps de personnes tuées violemment, puis abandonnés n'importe où à travers le pays. « Au cours des cinq dernières années, la ligue Iteka a pu documenter (le cas de) 2 245 personnes tuées, nous expliquent le président d'Iteka, Anschaire Nikoyagize. Pour 764 (personnes), le cadavre a été retrouvé dans différentes localités. Et à chaque fois qu'un cadavre est retrouvé, il est enterré immédiatement, sans faire une enquête ». Le pouvoir burundais a toujours nié toute cette violence qui se passe à huis clos », selon la Ligue Iteka.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});